

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 222

[C - 98/27032]

17 DECEMBRE 1997. — Décret-programme portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Dispositions relatives aux impôts, taxes et redevancesCHAPITRE Ier. — *Dispositions modifiant le Code des taxes assimilées aux impôts sur le revenu*

Article 1^{er}. L'article 44bis du Code des taxes assimilées aux impôts sur le revenu, inséré dans le décret du 29 juin 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 44bis. Par dérogation aux articles 43 et 44, la taxe est fixée comme suit en ce qui concerne les paris reçus dans la Région wallonne :

1° pour les sommes engagées dans le pari mutuel :

a) 10 % du montant brut des sommes engagées jusqu'à concurrence de 500,0 millions de francs par année civile;

b) 10,5 % de ces sommes au-delà de 500,0 millions et jusqu'à 2 milliards de francs par année civile;

c) 11 % au-delà de 2 milliards de francs par année civile;

2° pour les sommes engagées dans le pari à la cote : 6 % du montant brut des sommes engagées dans le pari à la cote. »

CHAPITRE II. — *Dispositions instaurant un taux réduit sur les droits de succession en cas de transmission d'entreprises*

Art. 2. Dans le Code des droits de succession, il est inséré, pour la Région wallonne, un article 60bis libellé comme suit :

« Art. 60bis. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 48 et 48.2, le droit de succession est fixé à 3 % sur la part nette dans une entreprise pour autant que la succession, ou la liquidation du régime matrimonial consécutive au décès :

1° comprenne des biens composant une universalité, une branche d'activité ou un fonds de commerce au moyen desquels le *de cuius* ou son conjoint exerçait, au jour du décès, une exploitation industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière;

2° comprenne la pleine propriété de titres d'une société dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne et qui se livre à une exploitation industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière.

L'ensemble des titres qui ont été transmis doit représenter au moins 25 % des droits de vote à l'assemblée générale.

Au cas où l'ensemble des titres qui ont été transmis représente moins de 50 % des droits de vote à l'assemblée générale, un pacte d'actionariat doit en outre être conclu portant sur au moins 50 % des droits de vote à l'assemblée générale. Dans ce pacte d'actionariat les parties s'engagent à respecter les conditions visées au § 3 du présent article.

§ 2. Par part nette, il faut entendre la valeur de l'ensemble des biens visés au § 1^{er}, 1°, ou la valeur des titres visés au § 1^{er}, 2°, diminuée des dettes, à l'exclusion de celles contractées spécialement pour acquérir ou conserver d'autres biens.

§ 3. La disposition reprise au § 1^{er} n'est applicable qu'à condition que :

1° l'entreprise poursuive une activité pendant au moins cinq ans après le décès;

2° le nombre de travailleurs dans l'entreprise, exprimé en unités de temps plein, soit maintenu au moins à 75 % et ce, d'année en année durant les cinq premières années après le décès;

3° les avoirs investis dans une exploitation visée au § 1^{er}, 1°, ou le capital social d'une société visée au § 1^{er}, 2°, ne diminuent pas à la suite de prélèvements ou de distributions au cours des cinq premières années après le décès;

4° les successeurs remettent au receveur compétent, lors de la déclaration de succession, une attestation délivrée par le Gouvernement de la Région wallonne qui confirme que les conditions requises sont remplies. Le Gouvernement de la Région wallonne détermine les modalités de la demande et de la délivrance de ladite attestation;

5° les successeurs ayant bénéficié de la réduction prévue par le présent article doivent en outre, pendant la période de cinq ans après le décès, fournir annuellement la preuve que les conditions pour bénéficier du tarif réduit restent remplies. Le Gouvernement de la Région wallonne détermine les modalités de cette preuve annuelle. »

Art. 3. Dans le Code des droits de succession, il est inséré, pour la Région wallonne, un article 66ter, libellé comme suit :

« Art. 66ter. En cas d'application de l'article 60bis, la base sur laquelle le droit de succession a été perçu s'ajoute à l'émolument successoral du bénéficiaire de la réduction pour déterminer le droit de succession progressif applicable à cet émolument. »

(1) Session 1997-1998 :

Documents du Conseil 315 (1997-1998), n^{os} 1 à 13.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 16 décembre 1997.

Discussion.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 17 décembre 1997.

Discussion. — Vote.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives à l'irrecouvrabilité de certaines créances*

Art. 4. Au sens du présent chapitre, on entend par « receveur » le fonctionnaire chargé du recouvrement des créances au bénéfice de la Région wallonne.

Art. 5. Sont visées les créances au profit de la Région wallonne à l'exception des impôts perçus par le Ministère fédéral des Finances pour compte de la Région wallonne et définis par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 6. Le receveur inscrit en surséance indéfinie une créance impayée lorsque, sur base des éléments en sa possession, il estime que celle-ci n'est pas susceptible d'être recouvrée dans les cinq années suivant sa date d'exigibilité.

Art. 7. Sans préjudice de l'application de l'article 66, alinéas 1^{er} et 2, des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ni de l'inscription en surséance indéfinie et sous réserve dans le chef du débiteur d'un retour à meilleure fortune, sont irrécouvrables au sens du présent décret :

a) les créances à l'encontre des débiteurs dont l'insolvabilité perdue depuis cinq ans au moins et est attestée par voie de huissier ou par l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines;

b) les créances produites à la faillite ou à la liquidation d'une personne morale, sur production de l'attestation d'irrecouvrabilité délivrée par le curateur ou le liquidateur.

Art. 8. L'irrecouvrabilité vaut décharge pour le receveur. Celui-ci porte les droits irrécouvrables en annulation dans sa comptabilité.

Tout paiement obtenu ultérieurement dans l'un des cas visés à l'article 7 est néanmoins comptabilisé en recette.

Art. 9. Sur rapport du receveur, la mise en décharge d'une créance non recouvrée peut lui être accordée par le Gouvernement, dans les cas suivants :

a) lorsque les créances sont prescrites ou non suffisamment établies;

b) dès le paiement, pour le montant de la différence, lorsque, par suite d'une modification du taux de change, le montant perçu en francs belges n'a pu entièrement apurer la dette à charge d'un débiteur résidant à l'étranger;

c) dès la constatation du fait, lorsque la créance à charge d'un Etat étranger, ou d'une personne résidant à l'étranger, ne peut être recouvrée par les voies légales existantes;

d) lorsque le débiteur n'a plus de domicile connu et reste introuvable à l'issue d'une période de cinq années consécutives prenant cours à la date de la mise en demeure par envoi recommandé;

e) lorsque les frais de recouvrement, à charge de la Région wallonne, d'une ou de l'ensemble des créances à l'encontre d'un débiteur sont supérieurs au montant dû.

Art. 10. Après avoir reçu décharge du Gouvernement, le receveur porte les droits correspondants en annulation dans sa comptabilité.

Tout paiement intervenu ultérieurement pour l'un de ces droits est néanmoins comptabilisé en recette.

Art. 11. En ce qui concerne les années fiscales 1992 à 1996, la créance résultant d'une amende prévue à l'article 28 du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne et concernant un redevable qui était à charge d'un centre public d'aide sociale ou qui a établi que ses revenus étaient égaux ou inférieurs au minimum de moyens d'existence, est annulée par le Gouvernement, sur rapport motivé du receveur.

TITRE II. — *Dispositions relatives à la politique du logement*

Art. 12. A l'article 9, § 2, 1^o, du décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, les mots « que la moyenne régionale » sont remplacés par les mots « qu'un seuil fixé par le Gouvernement ».

Art. 13. L'article 46bis, alinéa 1^{er}, du Code du logement inséré par l'article 10 du décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, est complété par les termes « et de l'article 51 ».

TITRE III. — *Dispositions relatives à la recherche*

Art. 14. Dans le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la Recherche et les Technologies, l'article 3, § 3, est complété par les alinéas suivants :

« Toutefois, à partir du 1^{er} janvier 1998, la personne morale dont dépend l'unité de recherche universitaire ou de niveau universitaire sera propriétaire des résultats et des droits générés par les travaux de recherche à charge de la subvention, en vue de leur exploitation.

A la demande d'une unité de recherche universitaire ou de niveau universitaire qui a bénéficié d'une subvention portée à un montant de 100 % des dépenses admissibles avant le 1^{er} janvier 1998, le Gouvernement wallon peut transférer la propriété des résultats et des droits générés par les travaux de recherche réalisés à charge de cette subvention à la personne morale dont dépend cette unité de recherche universitaire ou de niveau universitaire, en vue de l'exploitation des résultats et des droits générés par les travaux de recherche à charge de cette subvention. »

Art. 15. Le Gouvernement wallon est autorisé à financer les interventions consenties en faveur des sociétés commerciales par la S.R.I.W. ou par ses filiales non industrielles dont elle détient directement plus de 75 % du capital, pour l'industrialisation ou l'exploitation commerciale des résultats des projets de recherche et développement financés par la Région wallonne. Ces interventions peuvent consister en prises de participation, en prêts convertibles ou non, ou en octrois de garanties.

A cet effet, selon les modalités que le Gouvernement wallon détermine, la Région wallonne met à disposition de la filiale spécialisée, visée à l'article 2 du décret du 7 décembre 1989 modifiant l'arrêté royal n° 31 du 15 décembre 1978 créant un Fonds de rénovation industrielle, les moyens nécessaires. Ceux-ci sont gérés par le comité de gestion existant au sein de la filiale spécialisée précitée. Ces interventions sont mises à charge du « Fonds destiné au financement des aides et des interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies ».

Les conditions d'octroi du financement, d'octroi des garanties par la filiale spécialisée précitée et les conditions d'exécution de ceux-ci font l'objet d'un protocole d'accord entre la S.R.I.W. et ladite filiale. Ce protocole est préalablement soumis à l'approbation du Gouvernement wallon.

TITRE IV. — Dispositions relatives à l'environnement

Art. 16. § 1^{er}. Un Fonds pour la protection des eaux est créé au budget général des dépenses de la Région wallonne.

Ce Fonds est alimenté par :

1° le produit de la taxe visée à l'article 2 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;

2° le produit de la redevance et de la contribution visées à l'article 4, §§ 1^{er} et 2, du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables.

§ 2. Le solde disponible et l'encours des engagements du Fonds visé à l'article 47 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques sont transférés au 1^{er} janvier 1998 au Fonds pour la protection des eaux visé au § 1^{er}.

Les soldes disponibles et les encours des engagements des fonds visés à l'article 5, §§ 2 et 3, du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables sont transférés au 1^{er} janvier 1998 au Fonds pour la protection des eaux visé au § 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement wallon est autorisé à engager des dépenses à charge du Fonds visé au § 1^{er}, quel que soit le solde disponible de ce Fonds, à concurrence du montant mentionné au budget général des dépenses et qui vaut autorisation d'engagement.

Art. 17. Au décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 21, la deuxième phrase de l'alinéa 2 et l'alinéa 3 sont abrogés;

2° à l'article 22, les deuxième et troisième phrases sont remplacées par la disposition suivante :

« Le Gouvernement règle les modalités d'octroi de ces subventions. »

Art. 18. A l'article 47 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, les modifications suivantes sont insérées :

1° les termes « Le produit de la taxe est affecté exclusivement à un fonds, créé au budget général des dépenses de la Région wallonne, destiné au seul financement des dépenses suivantes : » sont remplacés par les termes « Sans préjudice de l'article 5 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables, le Fonds pour la protection des eaux, créé au budget général des dépenses de la Région wallonne, institué par le décret-programme du 17 décembre 1997 est destiné aux dépenses suivantes : »;

2° au 3° de la même disposition, les termes « supportant une charge financière exceptionnellement élevée pour remplir les conditions auxquelles une autorisation de déversement leur a été accordée » sont remplacés par les termes : « visés aux articles 21 et 22 du décret du 7 octobre 1985 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution. ».

Art. 19. Au décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables modifié par le décret du 7 mars 1996 sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, le terme « potabilisables » est supprimé et les termes « par le décret-programme du 17 décembre 1997 » sont insérés après les termes « Région wallonne »;

2° à l'article 5, § 2, alinéa 2, les termes « Pour ce qui concerne l'application du présent décret » sont insérés avant les termes « le Fonds »;

3° à l'article 5, § 2, alinéa 3, les termes « Sans préjudice de l'article 47 du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques » sont insérés avant les termes « Dans le but »;

4° à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, le terme « souterraine » est supprimé et les termes « par le décret-programme du 17 décembre 1997 » sont insérés après les termes « Région wallonne »;

5° à l'article 5, § 4, le mot « potabilisables » est supprimé.

Art. 20. A l'article 21 du décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable, il est inséré un alinéa 2 libellé comme suit :

« Il peut prévoir la structuration du Conseil en sections spécialisées et déterminer les règles en vertu desquelles ces sections délibèrent valablement au nom du Conseil. »

Art. 21. Au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 19, § 4, les termes « en ce compris les frais afférents à la période de maintenance, de surveillance et de contrôle visée au § 5 » sont ajoutés après les termes « remise en état »;

2° à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 4, les termes « pour chacun des sites repris dans le plan des centres d'enfouissement technique arrêté provisoirement par le Gouvernement et pour lesquels une étude des incidences sur l'environnement a été réalisée » sont insérés entre le terme « concertation » et le terme « entre »;

3° à l'article 26, § 4, les termes « relatif à » sont remplacés par le terme « organisant »;

4° à l'article 34, § 2, alinéa 1^{er}, les termes « Ce comité est chargé du suivi du plan visé à l'article 24, § 1^{er}, » sont insérés entre le terme « concernées » et les termes « le Gouvernement » et le terme « autres » est inséré entre le terme « les » et le terme « attributions »;

5° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « La présidence du comité est assurée par un représentant du Gouvernement. L'administration assure le secrétariat. »;

6° à l'article 47, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « d'office ou » sont supprimés;

7° à l'article 49, alinéa 1^{er}, les termes « et les mesures prises pour son exécution » sont insérés entre les termes « du décret » et les termes « ou les conditions d'autorisation » et entre les termes « du décret » et les termes « ou si les conditions intégrales »;

8° aux articles 51 et 52, les termes « et aux mesures prises pour leur exécution » sont insérés après les termes « 14 et 23 »;

9° à l'article 54, un 2° nouveau est inséré libellé comme suit : « 2° entrave les études, analyses, et prélèvements visés à l'article 25 »; les numéros « 2°, 3°, 4° et 5° » deviennent respectivement « 3°, 4°, 5° et 6° »;

10° à l'article 55, les termes « ou aux mesures prises pour leur exécution » sont insérés après les termes « 12 et 30 »;

11° à l'article 58, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les termes « et aux mesures prises pour leur exécution » sont insérés entre les mots « du présent décret » et les mots « le juge »;

12° à l'annexe III du même décret, les rubriques R1 à R9 sont remplacées par les rubriques suivantes :

« R1 Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie;

R2 Récupération ou régénération des solvants;

R3 Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvant (y compris les opérations de compostage et autres transformations biologiques);

R4 Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques;

R5 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques;

R6 Régénération des acides ou des bases;

R7 Récupération des produits servant à capter des polluants;

R8 Récupération des produits provenant des catalyseurs;

R9 Régénération et autres réemplois des huiles. »

Art. 22. L'article 7, § 3, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, modifié par le décret du 17 décembre 1992, est complété par l'alinéa suivant :

« Le plan de réhabilitation approuvé selon les modalités fixées par le Gouvernement vaut autorisation de gestion des déchets au sens du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et permis de modification du relief du sol au sens de l'article 41, § 1^{er}, 2°, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine. »

TITRE V. — Dispositions relatives aux pouvoirs locaux

Art. 23. A l'article 1^{er} du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles de financement général des communes wallonnes, il est inséré, entre le mot « annuelle » et « destinée », les mots « adaptée à l'indice des prix à la consommation calculé de juillet à juillet ».

A l'article 1^{er} du décret du 7 décembre 1989 fixant les règles de financement général des provinces wallonnes, il est inséré, entre le mot « annuelle » et le mot « destinée », les mots « adaptée à l'indice des prix à la consommation calculé de juillet à juillet ».

Art. 24. Un article 12bis libellé comme suit est inséré dans le décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes :

« Art. 12bis. Lorsqu'une commune augmente, à partir de l'exercice 1998, son taux de centimes additionnels au précompte immobilier par rapport à celui pratiqué pendant l'exercice 1997, la recette totale des centimes additionnels prise en compte dans le total des redevances et impôts communaux figurant au numérateur de la fraction visée à l'article 12 sera égale à la recette totale de l'année précédant celle de la majoration du taux des centimes additionnels, multipliée par le coefficient d'indexation prévu à l'article 518 du Code des impôts sur les revenus. »

TITRE VI. — Dispositions relatives à la politique des transports

Art. 25. § 1^{er}. Au sens du présent article, on entend par « décret » le décret du Conseil régional wallon du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne.

§ 2. L'article 2, alinéa 1^{er}, du décret est remplacé par l'alinéa suivant : « La Société régionale a pour objet l'étude, la conception, la promotion et la coordination des services de transport public des personnes. »

§ 3. Dans l'article 9 du décret, l'alinéa suivant est ajouté avant l'alinéa 1^{er} : « La Société régionale peut prendre des participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations ou institutions de droit public ou privé, en rapport avec son objet. »

§ 4. Un article 9bis, libellé comme suit, est inséré dans le décret :

« Art. 9bis. La Société régionale peut transiger et compromettre. ».

TITRE VII. — Disposition finale

Art. 26. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 décembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 222

[C — 98/27032]

17. DEZEMBER 1997 — Programmdekret zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

TITEL I — Bestimmungen bezüglich der Steuern, Abgaben und Gebühren**KAPITEL I — Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern****Artikel 1** - Der im Dekret vom 29. Juni 1985 eingefügte Artikel 44bis des Gesetzbuches über die den Einkommensteuern gleichgestellten Steuern wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 44bis - In Abweichung von Artikeln 43 und 44 wird, was die in der Wallonischen Region angenommenen Wetten betrifft, die Steuer wie folgt festgelegt:

1° für die bei Pferderennwetten eingesetzten Summen:

a) 10 % des Bruttoertrags der eingesetzten Summen, bis zur Höhe von 500,0 Millionen Francs pro Kalenderjahr;

b) 10,5 % dieser Summen über 500,0 Millionen Francs bis zu 2 Milliarden Francs pro Kalenderjahr;

c) 11 % über 2 Milliarden Francs pro Kalenderjahr;

2° für die bei Buchmacherwetten eingesetzten Summen: 6% des Bruttoertrags der eingesetzten Summen.

KAPITEL II — Bestimmungen zur Einführung eines herabgesetzten Erbschaftsteuersatzes im Falle der Übertragung von Unternehmen**Art. 2** - In das Erbschaftsteuergesetzbuch wird für die Wallonische Region ein Artikel 60bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 60bis - § 1 - In Abweichung von Artikeln 48 und 48.2 wird die Erbschaftsteuer auf 3 % des Nettoanteils in einem Unternehmen festgelegt, soweit die Erbschaft oder die eheliche güterrechtliche Auseinandersetzung, die eine Folge des Sterbefalles ist:

1° sich auf Güter bezieht, die eine Gesamtmasse, einen Geschäftsbereich oder ein Geschäftsvermögen bilden, anhand deren der Erblasser oder sein Ehepartner am Tage seines Sterbens eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit ausübte;

2° sich auf das Volleigentum der Wertpapiere einer Gesellschaft bezieht, deren tatsächlicher Führungssitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gelegen ist und die in einem industriellen, kaufmännischen, handwerklichen, landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Bereich tätig ist.

Die gesamten Wertpapiere, die übertragen worden sind, müssen mindestens 25 % der Wahlrechte bei der Generalversammlung entsprechen.

Wenn die gesamten übertragenen Wertpapiere weniger als 50 % der Wahlrechte bei der Generalversammlung entsprechen, muß außerdem ein Kapitalbeteiligungsvertrag abgeschlossen werden, der mindestens 50 % der Wahlrechte bei der Generalversammlung betrifft. In diesem Kapitalbeteiligungsvertrag verpflichten sich die Vertragsparteien, den in § 3 dieses Artikels erwähnten Bedingungen nachzukommen.

§ 2 - Unter Nettoanteil versteht man den Wert der gesamten, in § 1, 1° erwähnten Güter oder den Wert der in § 1 2° erwähnten Wertpapiere, welcher um die Schulden ermäßigt wird, mit Ausnahme derjenigen, die speziell für den Erwerb oder die Erhaltung anderer Güter gemacht worden sind.

§ 3. Die in § 1 erwähnte Bestimmung findet nur Anwendung, wenn:

1° das Unternehmen eine Tätigkeit während mindestens fünf Jahren nach dem Todesfall weiterführt;

2° die in Volleinheiten ausgedrückte Anzahl der Arbeiter im Betrieb wenigstens zu 75 % erhalten wird, und zwar von Jahr zu Jahr während der ersten fünf Jahre nach dem Todesfall;

3° das in einem in § 1 1° erwähnten Betrieb angelegte Vermögen oder das Geschäftskapital einer in § 1 2° erwähnten Gesellschaft infolge Entnahmen oder Verteilungen im Laufe der ersten fünf Jahre nach dem Todesfall nicht vermindert wird;

4° bei der Anmeldung des Erbfales die Geschäftsnachfolger dem zuständigen Einnehmer eine von der Regierung der Wallonischen Region erteilte Bescheinigung übergeben, die bestätigt, daß die verlangten Bedingungen erfüllt sind. Die Regierung der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten des Antrags und der Erteilung der besagten Bescheinigung;

5° die Geschäftsnachfolger, die in den Genuß der in diesem Artikel vorgesehenen Ermäßigung gekommen sind, außerdem jährlich und während einer Periode von fünf Jahren nach dem Sterbefall den Beweis erbringen, daß die Bedingungen stets erfüllt bleiben, um in den Genuß der Ermäßigung zu kommen. Die Regierung der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten dieses jährlichen Beweises. »

Art. 3 - In das Erbschaftsteuergesetzbuch wird für die Wallonische Region ein Artikel 66ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 66ter - Im Falle der Anwendung von Artikel 60bis wird die Grundlage, aufgrund deren die Erbschaftsteuer eingezogen worden ist, dem Erbteil des Bezugsberechtigten der Ermäßigung hinzugefügt, um die auf diesen Erbteil anwendbare progressive Erbschaftsteuer zu bestimmen. »

(1) Sitzung 1997-1998:

Dokumente des Rats 315 (1997-1998), Nrn. 1 bis 13.

Ausführliches Sitzungsprotokoll — Öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 1997
Diskussion.Ausführliches Sitzungsprotokoll — Öffentliche Sitzung vom 17. Dezember 1997
Diskussion — Abstimmung.

KAPITEL III — Bestimmungen über die Nichtbeitreibbarkeit gewisser Forderungen

Art. 4 - Im Sinne dieses Kapitels versteht man unter "Einnehmer" den Beamten, der mit der Beitreibung der Forderungen zugunsten der Wallonischen Region beauftragt ist.

Art. 5 - Gemeint sind die Forderungen zugunsten der Wallonischen Regierung, mit Ausnahme der Steuern, die vom föderalen Finanzministerium im Auftrag der Wallonischen Region eingenommen werden und durch das Sondergesetz vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen festgelegt sind.

Art. 6 - Der Einnehmer entscheidet über den unbestimmten Aufschub einer ungezahlten Forderung, wenn er auf der Grundlage der Informationen in seinem Besitz der Ansicht ist, daß diese Forderung binnen fünf Jahren nach ihrer Fälligkeit nicht eingezogen werden kann.

Art. 7 - Unbeschadet der Anwendung von Artikel 66 Absätze 1 und 2 der koordinierten Gesetze vom 17. Juli 1991 über die Buchführung des Staates und der Entscheidung über den unbestimmten Aufschub und unter Vorbehalt einer Besserung des Vermögensstandes des Schuldners werden die folgenden Forderungen im Sinne des vorliegenden Dekrets als nichtbeitreibbar betrachtet:

a) die Forderungen zu Lasten von Schuldern, deren Zahlungsunfähigkeit seit mindestens fünf Jahren dauert und durch Zustellbeamten oder durch die Verwaltung der Mehrwertsteuer, der Einregistrierung und der Domänen bestätigt ist;

b) die beim Konkurs oder bei der Liquidation einer juristischen Person anfallenden Forderungen, gegen Vorlage der vom Konkursverwalter oder vom Liquidator ausgestellten Nichtbeitreibbarkeitsbescheinigung.

Art. 8 - Die Nichtbeitreibbarkeit gilt als Entlastung für den Einnehmer. Dieser trägt die nichtbeitreibbaren Gebühren als entschuldet in seine Buchhaltung ein.

Jede Zahlung, die in einem der in Artikel 7 erwähnten Fälle zu einem späteren Zeitpunkt eingegangen ist, wird jedoch als Einnahme gebucht.

Art. 9 - Auf Grundlage eines Berichts des Einnehmers kann ihm in den folgenden Fällen die Abbuchung einer nicht beigetriebenen Forderung von der Regierung gewährt werden:

a) wenn die Forderungen verjährt oder nicht zureichend nachgewiesen sind;

b) sofort nach der Zahlung, und zwar für den Betrag des Unterschieds, wenn der in Belgischen Francs erhaltene Betrag die Forderung zu Lasten eines im Ausland wohnenden Schuldners infolge einer Abänderung des Devisenkurses nicht ganz begleichen konnte;

c) sofort nach der Feststellung der Tatsache, daß die Forderung zu Lasten eines ausländischen Staates oder einer im Ausland wohnenden Person nicht durch die bestehenden Rechtsmittel beigetrieben werden kann;

d) wenn der Schuldner keinen bekannten Wohnsitz mehr hat und nach einer Periode von fünf nacheinanderfolgenden Jahren ab dem Datum der Zahlungsaufforderung per Einschreibebrief nicht zu finden bleibt;

e) wenn die Beitreibungskosten zu Lasten der Wallonischen Region einer Forderung oder der gesamten Forderungen zu Lasten eines Schuldners höher als der fällige Betrag sind.

Art. 10 - Nach der Erhaltung der Entlastung der Regierung trägt der Einnehmer die entsprechenden Gebühren als entschuldet in seine Buchhaltung ein.

Jede Zahlung, die für eine dieser Gebühren zu einem späteren Zeitpunkt eingegangen ist, wird jedoch als Einnahme gebucht.

Art. 11 - Was die Steuerjahre 1992 bis 1996 betrifft, wird jede Forderung, die aus einer in Artikel 28 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region vorgesehener Geldstrafe hervorgeht und einen Abgabepflichtigen betrifft, der zu Lasten eines Sozialhilfezentrums war oder der festgestellt hat, daß sein Einkommen nicht höher als das Existenzminimum war, von der Regierung auf der Grundlage eines begründeten Berichtes entschuldet.

TITEL II — Bestimmungen bezüglich der Wohnpolitik

Art. 12 - In Artikel 9 § 2 1° des Programmdekrets vom 19. Dezember 1996 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschufter Arbeiten, Wohnungswesen und sozialer Maßnahmen werden die Wörter "der regionale Durchschnittspreis" durch "die von der Regierung festgelegte Untergrenze" ersetzt.

Art. 13 - Artikel 46bis Absatz 1 des Wohngesetzbuches, der durch Artikel 10 des Programmdekrets zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschufter Arbeiten, Wohnungswesen und sozialer Maßnahmen eingefügt worden ist, wird durch die Wörter "und von Artikel 51" zwischen "von Artikel 46" und "bestimmt ist" ergänzt.

TITEL III — Bestimmungen bezüglich der Forschung

Art. 14 - Im Dekret vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien wird Artikel 3 § 3 durch die folgenden Absätze ergänzt:

« Ab dem 1. Januar 1998 wird die juristische Person, von der die universitäre Forschungseinheit oder die Forschungseinheit des universitären Niveaus abhängt, jedoch Eigentümerin der durch die Forschungsarbeiten zu Lasten der Subvention bewirkten Ergebnisse und Rechte, zwecks ihrer Nutzung.

Auf Antrag einer universitären Forschungseinheit oder einer Forschungseinheit des universitären Niveaus, die vor dem 1. Januar 1998 eine auf einen Betrag von 100 % der zulässigen Ausgaben gebrachte Subvention erhalten hat, kann die Wallonische Regierung der juristischen Person, von der die universitäre Forschungseinheit oder die Forschungseinheit des universitären Niveaus abhängt, das Eigentum der durch die Forschungsarbeiten zu Lasten der Subvention bewirkten Ergebnisse und Rechte übertragen, zwecks der Nutzung der Ergebnisse und Rechte, die aus den zu Lasten dieser Subvention durchgeführten Forschungsarbeiten hervorgehen. »

Art. 15 - Der Wallonischen Regierung wird erlaubt, die Beteiligungen zu finanzieren, die durch die "Société régionale d'Investissements" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie) oder durch ihre nichtindustriellen Tochtergesellschaften, von denen sie mehr als 75 % des Kapitals besitzt, zugunsten von Handelsgesellschaften bewilligt werden, zwecks der Industrialisierung oder der kommerziellen Nutzung der von der Wallonischen Region finanzierten Forschungs- und Entwicklungsprojekte. Diese Beteiligungen können aus Kapitalbeteiligungen, Darlehen mit oder ohne Umtauschrecht, oder der Gewährung von Garantien bestehen.

Zu diesem Zweck und nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten stellt die Wallonische Regierung die notwendigen Mittel zur Verfügung der in Artikel 2 des Dekrets vom 7. Dezember 1989 zur Abänderung des Königlichen Erlasses Nr. 31 vom 15. Dezember 1978 zur Errichtung eines Fonds für industrielle Erneuerung erwähnten spezialisierten Tochtergesellschaft. Diese Mittel werden von einem innerhalb der vorgenannten spezialisierten Tochtergesellschaft vorhandenen geschäftsführenden Ausschuss verwaltet. Diese Beteiligungen gehen zu Lasten des "Fonds destiné au Financement des Aides et des Interventions de la Région wallonne pour la Recherche et les Technologies" (Fonds zur Finanzierung der Beihilfen und der Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien).

Die Bedingungen für die Gewährung der Finanzierung, für die Gewährung von Garantien durch die vorgenannte spezialisierte Tochtergesellschaft und deren Ausführungsbedingungen sind Gegenstand eines Vereinbarungsprotokolls zwischen der "Société régionale d'Investissements" und der besagten Tochtergesellschaft. Dieses Protokoll wird vorher der Wallonischen Regierung zur Zustimmung vorgelegt.

TITEL IV — Bestimmungen bezüglich der Umwelt

Art. 16 - § 1 - Im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region wird ein Fonds für den Wasserschutz errichtet.

Dieser Fonds wird mit folgenden Mitteln versehen:

1° das Aufkommen der in Artikel 2 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern erwähnten Steuer;

2° das Aufkommen der in Artikel 4 § 1 und § 2 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser erwähnten Gebühr.

§ 2. Der verfügbare Restbetrag und die bestehenden Verbindlichkeiten des in Artikel 47 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern erwähnten Fonds werden am 1. Januar 1998 dem in § 1 erwähnten Fonds für den Wasserschutz übertragen.

Die verfügbaren Restbeträge und die bestehenden Verbindlichkeiten der in Artikel 5 § 2 und § 3 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser erwähnten Fonds werden am 1. Januar 1998 dem in § 1 erwähnten Fonds für den Wasserschutz übertragen.

§ 3. Der Wallonischen Regierung wird erlaubt, Ausgaben zu Lasten des in § 1 erwähnten Fonds festzulegen, was auch der verfügbare Restbetrag dieses Fonds sein mag, und zwar bis zur Höhe des im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan angegebenen Betrags, der als Verpflichtungsgenehmigung gilt.

Art. 17 - Im Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz der Oberflächenwassers gegen Verschmutzung werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 21 werden der zweite Satz von Absatz 2 und der Absatz 3 aufgehoben;

2° in Artikel 22 werden der zweite und der dritte Satz durch folgende Bestimmung ersetzt: « Die Regierung legt die Gewährungsmodalitäten dieser Zuschüsse fest. »

Art. 18 - In Artikel 47 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern werden folgende Abänderungen eingefügt:

1° der Wortlaut "Das Aufkommen der Abgabe wird ausschließlich einem Fonds zugeführt, der im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region errichtet wird und nur für die Finanzierung folgender Ausgaben bestimmt ist:" wird durch den Wortlaut "Unbeschadet von Artikel 5 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser wird der Fonds für den Wasserschutz, der im allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region errichtet und durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 eingesetzt wird, für die folgenden Ausgaben bestimmt:" ersetzt;

2° im Punkt 3° derselben Bestimmung wird der Wortlaut "die eine außerordentlich hohe finanzielle Last zu tragen haben, um die Bedingungen zu erfüllen, unter denen eine Einleitungsgenehmigung ihnen erteilt worden ist" durch den Wortlaut "die in Artikeln 21 und 22 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz der Oberflächenwassers gegen Verschmutzung erwähnt sind" ersetzt.

Art. 19 - Im Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser, abgeändert durch das Dekret vom 7. März 1996, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 5 § 2 Absatz 1 wird das Wort "aufbereitem" gestrichen und wird der Wortlaut "durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997" nach dem Wortlaut "Wallonischen Region" eingefügt;

2° in Artikel 5 § 2 Absatz 2 wird der Wortlaut "Die Beteiligungen des Fonds erfolgen unter Einhaltung folgender Modalitäten" durch den Wortlaut "Was die Anwendung des vorliegenden Dekrets betrifft, erfolgen die Beteiligungen des Fonds unter Einhaltung folgender Modalitäten" ersetzt;

3° in Artikel 5 § 2 Absatz 3 wird der Wortlaut "und unbeschadet von Artikel 47 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern" zwischen die Wörter "Ziele zu erreichen" und "werden die Einnahmen" eingefügt;

4° in Artikel 5 § 3 Absatz 1 wird das Wort "Grundwasser" durch das Wort "Wasser" ersetzt und wird der Wortlaut "durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997" nach dem Wortlaut "Wallonischen Region" eingefügt;

5° in Artikel 5 § 4 wird das Wort "aufbereitem" gestrichen.

Art. 20 - In Artikel 21 des Dekrets vom 21. April 1994 zur umweltspezifischen Planung im Rahmen einer dauerhaften Entwicklung wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Er kann die Aufteilung des Rats in spezialisierte Sektionen vorsehen und die Regeln, aufgrund derer diese Sektionen im Namen des Rats beschlußfähig ist, bestimmen. »

Art. 21 - Im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 19 § 4 wird der Wortlaut "einschließlich der Kosten, die mit der in § 5 erwähnten Dauer der Instandhaltung, der Überwachung und der Kontrolle verbunden sind" zwischen den Wortlaut "die Wiederinstandsetzung" und den Wortlaut "sorgen müßten" eingefügt;

2° in Artikel 26 § 1 Absatz 4 wird der Wortlaut "für jeden der Standorte, die im vorläufig von der Regierung festgelegten Plan der technischen Vergrabungszentren erwähnt sind und für die eine Umweltverträglichkeitsprüfung ausgeführt ist" zwischen den Wortlaut "Sie plant" und den Wortlaut "eine Beratungsversammlung" eingefügt;

3° in Artikel 26 § 4 der französischen Fassung wird der Wortlaut "relatif à" durch den Wortlaut "organisant" ersetzt;

4° in Artikel 34 § 2 Absatz 1 wird der Wortlaut "Dieser Beirat wird mit der Weiterbehandlung des in Artikel 24 § 1 erwähnten Plans beauftragt" zwischen den Wortlaut "betroffenen Industrien" und den Wortlaut "Die Regierung" eingefügt und wird das Wort "anderen" zwischen den Wortlaut "bestimmt die" und den Wortlaut "Zuständigkeiten" eingefügt;

5° Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Der Vorsitz des Beirats wird von einem Vertreter der Regierung geführt. Die Verwaltung übernimmt seine Sekretariatsarbeit.";

6° in Artikel 47 § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "von Amts wegen oder" gestrichen;

7° in Artikel 49 Absatz 1 wird der Wortlaut "und die für seine Ausführung getroffenen Maßnahmen" zwischen den Wortlaut "des Dekrets" und den Wortlaut "oder die Bedingungen" und zwischen den Wortlaut "des Dekrets" und den Wortlaut "oder die gesamten" eingefügt;

8° in Artikeln 51 und 52 wird der Wortlaut "und gegen die für ihre Ausführung getroffenen Maßnahmen" zwischen den Wortlaut "14 und 23" und den Wortlaut "werden mit" eingefügt;

9° in Artikel 54 wird ein neuer Punkt 2° mit folgendem Wortlaut eingefügt: "2° Verhinderung der in Artikel 25 erwähnten Untersuchungen, Analysen und Probeentnahmen;" eingefügt. Die Nummern "2°, 3°, 4° und 5°" werden jeweils zu "3°, 4°, 5° und 6°";

10° in Artikel 55 wird der Wortlaut "und gegen die für ihre Ausführung getroffenen Maßnahmen" zwischen den Wortlaut "12 und 30" und den Wortlaut "werden mit" eingefügt;

11° in Artikel 58 § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "und der für ihre Ausführung getroffenen Maßnahmen" zwischen den Wortlaut "des vorliegenden Dekrets" und den Wortlaut "kann der Richter" eingefügt;

12° in der Anlage III zu demselben Dekret werden die Rubriken R1 bis R9 durch folgende Rubriken ersetzt:

« R1 Hauptverwendung als Brennstoff oder andere Mittel der Energieerzeugung;

R2 Rückgewinnung/Regenerierung von Lösemitteln;

R3 Verwertung/Rückgewinnung organischer Stoffe, die nicht als Lösemittel verwendet werden (einschließlich der Kompostierung und sonstiger biologischer Umwandlungsverfahren);

R4 Verwertung/Rückgewinnung von Metallen und Metallverbindungen;

R5 Verwertung/Rückgewinnung anderer anorganischer Stoffe;

R6 Regenerierung von Säuren oder Basen;

R7 Wiedergewinnung von Bestandteilen, die der Bekämpfung der Verunreinigung dienen;

R8 Wiedergewinnung von Katalysatorenbestandteilen;

R9 Altölraffination oder andere Wiederverwendungsmöglichkeiten von Altöl. »

Art. 22 - Artikel 7 § 3 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 1992, wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

« Der Sanierungsplan, der nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten genehmigt wird, gilt als Bewirtschaftungsgenehmigung im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und als Erlaubnis, die Bodengestaltung abzuändern, im Sinne von Artikel 41 § 1 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe. »

TITEL V — Bestimmungen bezüglich der lokalen Behörden

Art. 23 - In Artikel 1 des Dekrets vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Wallonischen Gemeinden wird der Wortlaut "die an den von Juli bis Juli berechneten Index der Verbraucherpreise angepaßt ist" zwischen die Wörter "allgemeine Dotation" und das Wort "errichtet" eingefügt.

In Artikel 1 des Dekrets vom 7. Dezember 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Wallonischen Provinzen wird der Wortlaut "die an den von Juli bis Juli berechneten Index der Verbraucherpreise angepaßt ist" zwischen die Wörter "allgemeine Dotation" und das Wort "errichtet" eingefügt.

Art. 24 - Ein Artikel 12bis mit folgendem Wortlaut wird in das Dekret vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Wallonischen Gemeinden eingefügt:

« Art. 12bis - Wenn eine Gemeinde ab dem Steuerjahr 1998 ihre Zuschlagshundertstel zum Immobilienvorabzug im Verhältnis zu denjenigen des Steuerjahrs 1997 erhöht, so entspricht das gesamte Aufkommen der Zuschlagshundertstel, das in dem im Zähler des Bruchs -erwähnt in Artikel 12- stehenden Gesamtbetrag der Gemeindegebühren und -steuern berücksichtigt ist, dem gesamten Aufkommen im Jahre vor dem Jahr der Erhöhung der Zuschlagshundertstel, multipliziert mit dem in Artikel 518 des Einkommensteuergesetzbuches vorgesehenen Erhöhungskoeffizienten ».

TITEL VI — Bestimmungen bezüglich der Transportpolitik

Art. 25 - § 1 - Im Sinne dieses Artikels versteht man unter Dekret das Dekret des Wallonischen Regionalrats vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region.

§ 2. Artikel 2 Absatz 1 des Dekrets wird durch folgenden Absatz ersetzt: "Die regionale Gesellschaft hat als Aufgabe, die öffentlichen Verkehrsbetriebe zu erforschen, zu planen, zu fördern und zu koordinieren".

§ 3. In Artikel 9 des Dekrets wird der folgende Absatz vor den ersten Absatz eingefügt: "Die regionale Gesellschaft ist berechtigt, direkte oder indirekte Beteiligungen in Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen des öffentlichen oder privaten Rechts im Zusammenhang mit ihrem Gesellschaftszweck zu erwerben".

§ 4. Ein Artikel 9bis mit folgendem Wortlaut wird in das Dekret eingefügt :

« Art. 9bis - Die regionale Gesellschaft kann einen Kompromiß schließen und sich einem Schiedsspruch unterwerfen. »

TITEL VII — Schlußbestimmung

Art. 26 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 1998 in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Dezember 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCION

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 222

[C - 98/27032]

17 DECEMBER 1997. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende de belastingen, taksen en retributies

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen

Artikel 1. Artikel 44bis van het Wetboek van de met inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, ingevoegd in het decreet van 29 juni 1985, wordt vervangen als volgt :

« Art. 44bis. In afwijking van de artikelen 43 en 44 wordt de belasting op de in het Waalse Gewest aangegane weddenschappen vastgesteld als volgt :

1° voor de sommen ingezet bij onderlinge weddenschappen :

- a) 10 % op het brutobedrag tot een bedrag van 500 miljoen frank per kalenderjaar;
- b) 10,5 % op deze sommen boven 500 miljoen frank en tot 2 miljard frank per kalenderjaar;
- c) 11 % boven 2 miljard frank per kalenderjaar;

2° voor de sommen ingezet bij weddenschappen bij notering : 6 % op het brutobedrag van de ingezette sommen.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen tot invoering van een beperkt percentage op de successierechten in geval van ondernemingsoverdracht

Art. 2. In het Wetboek der Successierechten wordt voor het Waalse Gewest een artikel 60bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 60bis. § 1. In afwijking van de artikelen 48 en 48.2 wordt het successierecht vastgesteld op 3 % van het netto-aandeel in een onderneming voor zover de nalatenschap of de vereffening van het huwelijksvermogensstelsel ten gevolge van een overlijden betrekking heeft op :

1° goederen die een algemeenheid van goederen, een activiteitensector of een zaak uitmaken waarmee de *de cuius* of zijn echtgenoot tot de dag van zijn overlijden een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaatte;

2° de volle eigendom van de effecten van een vennootschap waarvan de effectieve directiezetel gevestigd is in een Lidstaat van de Europese Unie en die een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaat.

Het geheel van de overgedragen effecten moet ten minste 25 % van de stemrechten in de algemene vergadering bedragen.

(1) *Zitting 1997-1998 :*

Stukken van de Raad 315 (1997-1998), nrs. 1 tot 13.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 16 december 1997.

Bespreking.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 17 december 1997.

Bespreking. — Stemming.

Als het geheel van de overgedragen effecten minder bedraagt dan 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering moet bovendien een aandeelhouderschapsovereenkomst gesloten worden voor ten minste 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering. Door het sluiten van deze overeenkomst verplichten de partijen zich ertoe de in paragraaf 3 van dit artikel bedoelde voorwaarden in acht te nemen.

§ 2. Onder netto-aandeel moet worden verstaan : de waarde van het geheel van de in paragraaf 1, 1°, bedoelde goederen, of de waarde van de in paragraaf 1, 2°, bedoelde effecten, verminderd met de schulden, met uitzondering van die welke speciaal werden aangegaan om andere goederen te verwerven of te behouden.

§ 3. De in paragraaf 1 opgenomen bepaling is alleen van toepassing op voorwaarde dat :

1° de onderneming gedurende minstens vijf jaar na het overlijden een activiteit voortzet;

2° het in voltijdse eenheden uitgedrukte aantal werknemers binnen de onderneming tijdens de eerste vijf jaar na het overlijden gelijk blijft aan ten minste 75 %;

3° het vermogen dat geïnvesteerd is in een in paragraaf 1, 1°, bedoelde onderneming, of het maatschappelijk kapitaal van een in paragraaf 1, 2°, bedoelde vennootschap niet vermindert ten gevolge van heffingen of uitkeringen in de loop van de eerste vijf jaar na het overlijden;

4° de erfgenamen bij de aangifte van nalatenschap een door de Regering van het Waalse Gewest afgegeven attest bezorgen aan de bevoegde ontvanger, waaruit blijkt dat ze aan de vereisten voldoen. De Regering van het Waalse Gewest bepaalt de wijze waarop het attest wordt aangevraagd en afgegeven;

5° de erfgenamen die de in dit artikel bedoelde vermindering hebben genoten, moeten bovendien, gedurende een periode van vijf jaar na het overlijden, jaarlijks bewijzen dat ze nog steeds voldoen aan de vereisten om het verminderde tarief te genieten. De Regering van het Waalse Gewest bepaalt de regels voor dit jaarlijkse bewijs. »

Art. 3. In het Wetboek der Successierechten wordt voor het Waalse Gewest een artikel 66ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 66ter. In geval van toepassing van artikel 60 komt de grondslag waarop het successierecht is geïnd, bij het erfdeel van de rechthebbende op de vermindering om het progressieve successierecht dat op dit erfdeel toepasselijk is, vast te stellen. »

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de oninvorderbaarheid van sommige schuldvorderingen

Art. 4. In de zin van dit hoofdstuk wordt onder "ontvanger" verstaan : de ambtenaar belast met de invordering van de schuldvorderingen ten bate van het Waalse Gewest.

Art. 5. Bedoeld worden de schuldvorderingen ten bate van het Waalse Gewest, met uitzondering van de belastingen geïnd door het Federale Ministerie van Financiën voor rekening van het Waalse Gewest en omschreven in de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 6. De ontvanger boekt een onbetaalde schuldvordering als onbeperkte schorsing wanneer hij op grond van de gegevens die hij bezit, acht dat ze niet invorderbaar is binnen vijf jaar na de datum van haar opeisbaarheid.

Art. 7. Onverminderd de toepassing van artikel 66, eerste en tweede leden van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onverminderd de boeking als onbeperkte schorsing, en onder voorbehoud dat de schuldenaar weer in betere doen komt, zijn de volgende schuldvorderingen oninvorderbaar in de zin van dit decreet :

a) de schuldvorderingen jegens schuldenaren met een onvermogen van ten minste vijf jaar, dat bevestigd is door een deurwaarder of door het Bestuur der belasting op de toegevoegde waarde, registratie en domeinen;

b) de schuldvorderingen ingediend bij het faillissement of de vereffening van een rechtspersoon, op vertoon van een bewijs van oninvorderbaarheid afgegeven door de curator of de vereffenaar.

Art. 8. De oninvorderbaarheid geldt als ontlasting voor de ontvanger. Deze vernietigt de oninvorderbare rechten in zijn boekhouding.

Elke betaling die later verricht wordt in één van de in artikel 7 bedoelde gevallen wordt niettemin als ontvangst geboekt.

Art. 9. Op verslag van de ontvanger kan de ontlasting van een niet ingevorderde schuldvordering hem in de volgende gevallen door de Regering worden toegestaan :

a) als de schuldvorderingen verjaard of niet voldoende gegrond zijn;

b) vanaf de betaling, voor het bedrag van het verschil, als het in Belgische franken ingevorderde bedrag, na een wijziging van de wisselkoers, de schuld van een in het buitenland woonachtige schuldenaar niet geheel heeft kunnen aanzuiveren;

c) vanaf de vaststelling van het feit, als de schuldvordering ten laste van een buitenlandse Staat of van een in het buitenland woonachtige persoon niet kan worden ingevorderd door de bestaande wettelijke middelen;

d) als de schuldenaar geen bekende woning meer heeft en onvindbaar blijft na een periode van vijf opeenvolgende jaren die begint te lopen op de datum van de aanmaning bij aangetekende brief;

e) als de invorderingskosten, ten laste van het Waalse Gewest, van één of alle schuldvorderingen jegens een schuldenaar hoger zijn dan het verschuldigde bedrag.

Art. 10. Nadat de Regering de ontlasting heeft toegestaan, vernietigt de ontvanger de overeenstemmende rechten in zijn boekhouding.

Elke latere betaling voor één van deze rechten wordt niettemin als ontvangst geboekt.

Art. 11. Voor de aanslagjaren 1992 tot 1996, wordt de schuldvordering voortvloeiend uit een boete bedoeld in artikel 28 van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, en betreffende een verschuldigde die ten laste was van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of die bewezen heeft dat zijn inkomens niet hoger waren dan het bestaansminimum, door de Regering vernietigd op gemotiveerd verslag van de ontvanger.

TITEL II. — Bepalingen betreffende het huisvestingsbeleid

Art. 12. In artikel 9, § 2, 1°, van het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie worden de woorden "dan het gewestelijke gemiddelde" vervangen door de woorden "dan een door de Regering vastgestelde drempel".

Art. 13. In artikel 46bis, eerste lid, van de Huisvestingscode, ingevoegd bij artikel 10 van het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie, worden de termen "artikel 46" vervangen door de termen "de artikelen 46 en 51".

TITEL III. — Bepalingen betreffende het onderzoek

Art. 14. Artikel 3, § 3, van het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën, wordt met de volgende leden aangevuld :

« Vanaf 1 januari 1998 wordt de rechtspersoon waarvan de universitaire of de daarmee gelijkgestelde onderzoekseenheid afhangt, evenwel eigenaar van de uitslagen en rechten die voortvloeien uit de door de toelage gefinancierde onderzoekswerken, met het oog op hun exploitatie.

Op verzoek van een universitaire of een daarmee gelijkgestelde onderzoekseenheid waaraan een toelage wordt verleend die op 100 % van de vóór 1 januari 1998 toelaatbare uitgaven werd gebracht, kan de Waalse Regering de eigendom van de uitslagen en rechten die voortvloeien uit de door de toelage gefinancierde onderzoekswerken overdragen aan de rechtspersoon waarvan die universitaire of daarmee gelijkgestelde onderzoekseenheid afhangt, met het oog op hun exploitatie. »

Art. 15. De Waalse Regering is ertoe gemachtigd de tussenkomsten te financieren die ten gunste van de handelsvennootschappen worden toegestaan door de Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij of door haar niet-industriële dochtermaatschappijen waarvan ze rechtstreeks meer dan 75 % van het kapitaal in handen heeft, voor de industrialisatie of de commerciële uitbating van de uitslagen van de door het Waalse Gewest gefinancierde onderzoeks- en ontwikkelingsprojecten. Deze tussenkomsten kunnen bestaan uit participaties, al dan niet converteerbare leningen of de toekenning van waarborgen.

Daartoe stelt het Waalse Gewest, onder de door de Waalse Regering bepaalde voorwaarden, de nodige middelen ter beschikking van de gespecialiseerde dochtermaatschappij, bedoeld in artikel 2 van het decreet van 7 december 1989 houdende wijziging van het koninklijk besluit nr. 31 van 15 december 1978 tot instelling van een Fonds voor Industriële Vernieuwing. Deze middelen worden beheerd door het beheerscomité dat binnen voornoemde gespecialiseerde dochtermaatschappij is opgericht. Deze tussenkomsten komen ten laste van het "Fonds voor de financiering van de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het Onderzoek en de Technologieën".

De voorwaarden waaronder de financiering en de waarborgen worden toegestaan door voornoemde gespecialiseerde dochtermaatschappij en de uitvoeringswijze daarvan zijn het voorwerp van een akkoordprotocol tussen de Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij en de dochtermaatschappij. Dit protocol wordt eerst aan de goedkeuring van de Waalse Regering onderworpen.

TITEL IV. — Bepalingen betreffende het milieu

Art. 16. § 1. Op de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest wordt voorzien in een Fonds voor waterbescherming.

Dit Fonds wordt gestijfd door :

1° de opbrengst van de belasting bedoeld in artikel 2 van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;

2° de opbrengst van de retributie en de bijdrage bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van tot drinkbaar water verwerkbaar water.

§ 2. Het beschikbare saldo en de uitstaande vastleggingen van het Fonds bedoeld in artikel 47 van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater worden op 1 januari 1998 overgedragen naar het in § 1 bedoelde Fonds voor waterbescherming.

De beschikbare saldo's en de uitstaande vastleggingen van de fondsen bedoeld in artikel 5, §§ 2 en 3, van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van tot drinkbaar water verwerkbaar water worden op 1 januari 1998 overgedragen naar het in § 1 bedoelde Fonds voor waterbescherming.

§ 3. De Waalse Regering is gemachtigd om ten belope van het in de algemene uitgavenbegroting vermelde bedrag, dat als machtiging tot vastlegging geldt, uitgaven vast te leggen ten laste van het in § 1 bedoelde Fonds, ongeacht het beschikbare saldo ervan.

Art. 17. In het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 21 worden de tweede zin van het tweede lid en het derde lid opgeheven;

2° in artikel 22 worden de tweede en de derde zin vervangen als volgt : "de Regering bepaalt de voorwaarden voor de toekenning van deze subsidies".

Art. 18. In artikel 47 van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de termen "De opbrengst van de belasting is exclusief bestemd voor een fonds opgericht in de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, dat uitsluitend bestemd is voor de financiering van de volgende uitgaven:" worden vervangen door de termen "Onverminderd artikel 5 van het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van tot drinkbaar water verwerkbaar water is het Fonds voor waterbescherming, waarin is voorzien op de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en dat is ingesteld bij het programmadecreet van 17 december 1997, uitsluitend bestemd voor de volgende uitgaven:";

2° in 3° van dezelfde bepaling worden de termen "die een uitzonderlijk hoge financiële last dragen om te voldoen aan de voorwaarden waaronder hun een vergunning tot lozing werd verleend" vervangen door de termen "bedoeld in de artikelen 21 en 22 van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling".

Art. 19. In het decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van tot drinkbaar water verwerkbaar water, gewijzigd bij het decreet van 7 maart 1996 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 5, § 2, eerste lid, worden de termen "tot drinkbaar verwerkbaar" geschrapt en worden de termen "bij het programmadecreet van 17 december 1997" na de termen "Waalse Gewest" ingevoegd;

2° in artikel 5, § 2, tweede lid, wordt de zin "Het Fonds verleent zijn tegemoetkoming" als volgt gewijzigd : "Wat de toepassing van dit decreet betreft, verleent het Fonds zijn tegemoetkoming";

3° artikel 5, § 2, derde lid, wordt als volgt gewijzigd: "Om de in § 1 van dit artikel bedoelde doelstellingen te bereiken worden de ontvangsten van het Fonds aangewend in het kader van de onderstaande opdrachten, onverminderd artikel 47 van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater:";

4° in artikel 5, § 3, eerste lid, wordt de term "grondwaterbescherming" vervangen door "waterbescherming" en worden de termen "bij het programmadecreet van 17 december 1997" na de termen "Waalse Gewest" ingevoegd;

5° in artikel 5, § 4, worden de termen "tot drinkwater verwerkbaar" geschrapt.

Art. 20. In artikel 21 van het decreet van 21 april 1994 betreffende de milieuplanning in het kader van de duurzame ontwikkeling wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt:

« Zij kan de Raad in gespecialiseerde secties indelen en de regels bepalen op grond waarvan deze secties rechtsgeldig beraadslagen namens de Raad. »

Art. 21. In het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° artikel 19, § 4, wordt het volgende zinsdeel na de termen "laten overgaan" ingevoegd: ", met inbegrip van de kosten m.b.t. de periode waarin de exploitant gehouden is tot het onderhoud, de controle en het toezicht op de site, zoals bedoeld in § 5";

2° in artikel 26, § 1, vierde lid, wordt na de termen "de eisers" de volgende tekst ingevoegd: ", voor elke site die is opgenomen in het door de Regering voorlopig vastgelegde plan voor centra voor technische ingraving en die het voorwerp zijn geweest van een milieu-effectenonderzoek.";

3° in artikel 26, § 4, van de Franse tekst worden de termen "relatif à" vervangen door de term "organisant";

4° in artikel 34, § 2, eerste lid, wordt tussen de eerste en de tweede zin de volgende zin ingevoegd: "Dit comité is belast met de opvolging van het in artikel 24, § 1, bedoelde plan.";

5° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

« Het comité wordt door een vertegenwoordiger van de Regering voorgezeten. Het secretariaat wordt door het bestuur waargenomen. »;

6° in artikel 47, eerste lid, worden de termen "van ambtswege of" geschrapt;

7° in artikel 49, eerste lid, worden de termen "en de maatregelen voor de uitvoering ervan" ingevoegd tussen de termen "van het decreet" en "of de vergunnings- of erkenningsvoorwaarden" en tussen de termen "van het decreet" en "of de krachtens artikel 11, § 5, bepaalde voorwaarden";

8° in de artikelen 51 en 52 worden de termen "en van de maatregelen voor de uitvoering ervan" ingevoegd na "14 en 23";

9° in artikel 54 wordt een nieuw punt 2° ingevoegd, luidend als volgt: "2° de in artikel 25 bedoelde onderzoeken, analyses en monsternemingen belemmert"; de nummers "2°, 3°, 4° en 5°" worden respectievelijk "3°, 4°, 5° en 6°";

10° in artikel 55 worden de termen "of van de maatregelen voor de uitvoering ervan" ingevoegd na "12 en 30";

11° in artikel 58, § 1, eerste lid, worden de termen "en van de maatregelen voor de uitvoering ervan" ingevoegd tussen de termen "van dit decreet" en ", kan de rechter";

12° in bijlage III bij hetzelfde decreet worden de rubrieken R1 tot R9 gewijzigd als volgt:

« R1 Hoofdgebruik als brandstof of als middel voor energieopwekking;

R2 Terugwinning of regeneratie van oplosmiddelen;

R3 Recycling of terugwinning van organische stoffen die niet als oplosmiddelen worden gebruikt (met inbegrip van compostbemesting en bemesting met andere biologische verwerkingen);

R4 Recycling of terugwinning van metalen en metaalverbindingen;

R5 Recycling of terugwinning van andere anorganische materialen;

R6 Regeneratie van zuren of basen;

R7 Terugwinning van bestanddelen die worden gebruikt voor de bestrijding van vervuiling;

R8 Terugwinning van bestanddelen uit katalysatoren;

R9 Reraffinage van olie of andere vormen van hergebruik van olie. »

Art. 22. Artikel 7, § 3, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het decreet van 17 december 1992, wordt als volgt aangevuld:

« Het saneringsplan, dat goedgekeurd is op de door de Regering bepaalde wijze, geldt als vergunning tot afvalbeheer in de zin van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en als machtiging tot wijziging van het bodemreliëf, in de zin van artikel 41, § 1, 2°, van het Waalse Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium. »

TITEL V. — Bepalingen betreffende de plaatselijke besturen

Art. 23. Artikel 1 van het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten wordt als volgt aangevuld: « Deze dotatie wordt aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, dat van juli tot juli wordt berekend. »

Artikel 1 van het decreet van 7 december 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse provincies wordt als volgt aangevuld: « Deze dotatie wordt aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, dat van juli tot juli wordt berekend. »

Art. 24. In het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten wordt een artikel *12bis* ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. *12bis*. Wanneer een gemeente vanaf het jaar 1998 haar rente van opcentiemen op de onroerende voorheffing verhoogt t.o.v. het boekjaar 1997, zal de totale opbrengst van opcentiemen waarmee rekening wordt gehouden in het totaalbedrag van de gemeentereducties en -belastingen, dat de teller van de in artikel 12 bedoelde breuk vormt, gelijk zijn aan de totale opbrengst van het jaar voorafgaand aan dat van de verhoging van de opcentiemenrente, vermenigvuldigd met de indexeringscoëfficiënt bedoeld in artikel 518 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. »

TITEL VI. — Bepalingen betreffende het vervoerbeleid

Art. 25. § 1. In de zin van dit artikel wordt verstaan onder "decreet" het decreet van de Waalse Gewestraad van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest.

§ 2. Artikel 2, eerste lid, van het decreet wordt als volgt vervangen : « De Gewestelijke Maatschappij heeft als doel het onderzoek, het ontwerp, de bevordering en de coördinatie van de diensten voor het openbaar personenvervoer. »

§ 3. In artikel 9 van het decreet wordt vóór het eerste lid een als volgt luidend lid ingevoegd : « De Gewestelijke Maatschappij mag rechtstreekse of onrechtstreekse participaties verwerven in publiek- of privaatrechtelijke bedrijven, verenigingen of instellingen, die in verband staan met haar doel. »

§ 4. In het decreet wordt een artikel *9bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *9bis*. De Gewestelijke Maatschappij mag dadingen of compromissen aangaan. »

TITEL VII. — Slotbepaling

Art. 26. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1998.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 december 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES**MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR**

[C - 97/14271]

2 DECEMBER 1997**Koninklijk besluit tot toekenning van een toelage voor het jaar 1997 aan de "Port State Control"**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 december 1996 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997, inzonderheid sectie 33, art. 2.33.4, basisallocatie 22.35.02 van de afdeling 53;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid artikel 15 § 1;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 oktober 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een toelage van vijftigduizend honderd zevenenveertig gulden zevenenvijftig cent (50 197,57 NLG) hetzij een tegenwaarde geraamd op negenhonderdveertigduizend Belgische frank wordt toegekend als bijdrage van België in de kosten van het secretariaat en het informatiesysteem in het kader van het Memorandum van Overeenstemming van Parijs betreffende de "Port State Control".

Art. 2. De toelage, voorzien in artikel 1, wordt aangerekend op basisallocatie 22.35.02 van de Afdeling 53 (Bestuur van de Maritieme Zaken en van de Scheepvaart) van de begroting van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur voor het begrotingsjaar 1997.

**MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

[C - 97/14271]

2 DECEMBRE 1997**Arrêté royal octroyant pour l'année 1997 une subvention au "Port State Control"**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 décembre 1996 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1997, notamment section 33, art. 2.33.4, allocation de base 22.35.02 de la division 53;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment l'article 15 § 1;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 16 octobre 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Il est alloué une subvention de cinquante mille cent nonante-sept florins cinquante-sept cents (50 197,57 NLG) soit l'équivalent estimé à neuf cent soixante mille francs belges, à titre de contribution de la Belgique aux frais du secrétariat et du système informatique dans le cadre du Memorandum d'Entente de Paris relatif au "Port State Control".

Art. 2. La subvention, visée à l'article 1^{er}, est imputée à l'allocation de base 22.35.02 de la Division 53 (Administration des Affaires maritimes et de la Navigation) du budget du Ministère des Communications et de l'infrastructure pour l'année budgétaire 1997.